

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 23 avril 2013

## La gestion et l'usage de l'eau en agriculture

---

### Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

**M. Lucas** : « L'avis qui nous est soumis nous rappelle bien les défis à relever : les populations françaises, européennes et mondiales sont en constante augmentation, et les terres agricoles sont en constante diminution. On peut donc en déduire qu'il faut produire plus sur moins de surface.

Il se place aussi dans l'hypothèse d'un réchauffement climatique asséchant, hasardeusement présenté comme certain...

Nous devrions donc poursuivre la démarche de progrès de l'humanité pour parvenir à nourrir les bouches de plus en plus nombreuses, alors que la faim provoque 25 000 décès chaque jour sur notre planète.

Plutôt que de la nécessaire audace pour y parvenir, l'avis est empreint de la crainte de pénurie de cette eau pourtant abondante sur notre zone tempérée.

L'eau prélevée pour l'irrigation ne représente aujourd'hui que 1 % de celle qui tombe annuellement sur notre pays. Alors qu'il convenait d'appeler à une mobilisation des intelligences et des moyens pour développer l'irrigation en retenant, stockant et utilisant cette eau abondante, l'avis préconise d'abord taxes et entraves à la production agricole.

Il appelle à des choix de "*productions plus économes en eau*" au mépris des besoins alimentaires de la population, mais aussi en ignorant les lois de la physiologie végétale qui veulent qu'une plante économe en eau ait une production frugale et amène donc une nourriture frugale avec toutes ses conséquences malheureuses.

Cet avis entretient encore la réputation de pollueur des agriculteurs, pourtant engagés depuis des années dans des efforts de réduction d'utilisation des produits phytosanitaires malgré les contraintes de compétitivité imposées.

Il omet aussi de signaler que ces mêmes agriculteurs dégradent les molécules médicamenteuses et contribuent ainsi à préserver la santé publique en recevant sur leurs terres les boues d'épuration urbaines.

De plus, l'avis entretient la confusion entre les pollutions chimiques et la présence de nitrates dans l'eau alors que les avancées de la science, portées à la connaissance des membres de la section,

permettent d'affirmer aujourd'hui l'innocuité des nitrates pour la santé et même leur intérêt pour celle-ci, y compris avec des eaux contenant plus de 50 milligrammes de nitrates par litre.

Au minimum, l'avis aurait donc dû indiquer qu'au vu de l'avancée des connaissances scientifiques et médicales en matière d'interaction entre nitrates et santé humaine, le CESE s'interrogeait sur la pertinence du maintien de la norme actuelle qui établit le seuil limite de présence de nitrates dans l'eau potable à 50 mg par litre. Et il aurait dû préconiser que soit transmise à la Commission européenne une demande de réévaluation de cette norme. Pour toutes ces raisons, au nom des agriculteurs de la Coordination rurale que je représente ici, je m'opposerai à l'adoption de cet avis ».

**M. Guirkinger** : « Je vote pour cet avis. Un débat sur l'eau et l'agriculture est complexe. Un tel débat nous concerne tous par ce que ce sont *in fine* des choix de consommation et des choix de société.

Au cours des cinquante dernières années, les agriculteurs français ont engagé une révolution sans précédent : augmentation de la production, réduction des prix, bouleversement de l'organisation du travail et des pratiques agronomiques.

Les objectifs assignés aux agriculteurs ont été atteints.

Mais à quel prix ?

Un. Les revenus agricoles sont insuffisants avec des inégalités énormes. Dans leur immense majorité, les paysans vivent mal de leur travail.

Deux. Les consommateurs doutent de plus en plus de la qualité des produits qui arrivent dans leurs assiettes. Mais sont-ils prêts à dépenser un peu plus pour leur alimentation ?

Trois. J'en arrive à l'objet de notre avis. La pollution du milieu naturel et des ressources en eau est une réalité.

Notre rapporteur a fait un état des lieux objectif, prudent, sans établir, et je cite son avis, "*de quelconques responsabilités quant aux problèmes constatés*".

Dans l'avis, la question de l'azote et des pesticides est largement évoquée. Mais la présence de résidus médicamenteux issus des élevages ne peut plus être ignorée et la perte de la biodiversité est une menace.

Notre rapporteur esquisse des recommandations, des actions à engager, à moyen et long terme.

Oui, il faut remettre en cause l'approche trop productiviste et rétablir une relation mieux régulée entre producteurs et consommateurs. Le combat des producteurs de lait pour obtenir une hausse de prix est légitime.

Oui, il faut une fiscalité écologique sur les entrants. Mais il faut le faire à prélèvement constant pour ne pas nuire à la compétitivité de notre agriculture.

Oui, nous avons un problème d'aménagement du territoire et de rotation des cultures. L'excédent d'azote produit en Bretagne serait bien utile dans les grandes plaines céréalières et éviterait l'achat d'engrais industriels.

Oui, il faut anticiper les conséquences du changement climatique à venir. Et je suis pour le stockage de l'eau quand elle est abondante pour l'utiliser quand on en a besoin. Notre rapporteur ouvre la porte comme les environmentalistes avaient déjà accepté de le faire lors du Grenelle de l'environnement.

Mais ces réformes, ces actions, ne pourront être mises en œuvre qu'avec l'aide et l'appui des agriculteurs.

Les agriculteurs font déjà beaucoup d'efforts pour relever les innombrables défis auxquels ils sont confrontés.

Mais ne nous obstinons pas à nier les défis environnementaux.

Je regrette que cet avis n'ait pas été l'occasion de trouver, dans la concertation et l'écoute, les réformes absolument nécessaires. Cet avis n'est pas un avis contre les agriculteurs.

Il faut que les agriculteurs soient force de propositions pour une agriculture durable, créatrice d'emplois et qui rémunère correctement leur travail.

Il faut inventer avec les agriculteurs, en France, l'agriculture de demain, respectueuse de la nature et qui permettra de faire face aux défis alimentaires d'une population mondiale en forte croissance.

Je vote cet avis avec quelques réserves sur les propositions au niveau de la gouvernance ».